

A2N

RAPPORT
ANNUEL 2018



A2N
NODDE
NOOTO



A2N Nodde Nooto

Association Reconnue d'Utilité Publique

Siège social : secteur 01, BP 30 Dori

Tél. : (+226) 24 46 03 01

Fax : (+226) 24 46 00 14

E-mail : nodde@fasonet.bf

Site web : www.noddenooto.bf

Rédaction : Ziemé Joseph DA

Textes et photos : Données A2N

Coordination : Oumarou CISSÉ



RAPPORT ANNUEL 2018

/ SOMMAIRE

06/ Avant-propos

09/ Qui sommes-nous ?

14/ Gouvernance de l'ONG

14/ A2N en chiffres et en images

17/ Activités au programme

35/ Activités hors programme

40/ Difficultés rencontrées

41/ Partenariat

42/ Situation financière

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

A2N	: Association Nodde Nooto
AdC	: Action de Carême Suisse
AGED	: Association pour la Gestion de l'Environnement
AIDR	: Alliance Internationale de Développement et de Recherche
AREN	: Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger
ARUP	: Association Reconnue d'Utilité Publique
CA	: Conseil d'Administration
CCEB	: Cadre de Concertation des ONG et Associations actives en Éducation de Base au Burkina Faso
CCFV	: Commission de Conciliation Foncière Villageoise
CFV	: Commission Foncière Villageoise
CMA	: Centre Médical avec Antenne Chirurgicale
CMAP	: Centre de Multiplication des Animaux Performants
CNFA	: Cultivons de Nouvelles Frontières Agricoles (Cultivating New Frontiers in Agriculture)
COGES	: Comité de Gestion d'Écoles
CRA	: Chambre Régionale d'Agriculture
CRS	: Catholic Relief Services
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
CVD	: Comité Villageois de Développement
CVPR	: Chaîne de Valeur des Petits Ruminants
DANIDA	: Agence Danoise pour le Développement International
ECED	: Eau et Croissance Économique Durable
FFU	: Fonds Fiduciaire d'Urgence
FIARA	: Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales
FIR	: Fonds d'Intervention Rapide
FONRID	: Fonds National de la Recherche de l'Innovation pour le Développement
PGEPC	: Gouvernance Économique et Participation Citoyenne
GIE	: Groupement d'Intérêt Économique
GRN	: Gestion des Ressources Naturelles
INERA	: Institut National de l'Environnement, de Recherche Agricole
ISS	: Infrastructures Sociales Structurantes
MINEFID	: Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement
MRAH	: Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
OP	: Organisations Paysannes
PACCSSED	: Projet d'Appui au Contrôle Citoyen de la qualité de Services dans les domaines de la Santé et de l'Éducation
PARPEL	: Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
REGIS-AG	: Résilience et Croissance Économique au Sahel - Croissance Accélérée
REGIS-ER	: Résilience et Croissance Économique au Sahel - Résilience Renforcée
RESA	: Résilience au Sahel
SPONG	: Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
UICN	: Union Internationale de Conservation de la Nature
UNZK	: Université Norbert Zongo de Koudougou
USAID	: Agence des États-Unis pour le Développement International
VSF-B	: Vétérinaires Sans Frontières Belgique

AVANT-PROPOS



Oumarou CISSÉ,
*Directeur Exécutif
de A2N*

Insécurité au Burkina Faso : s'attaquer au mal par la racine !

L'année 2018 au Burkina Faso a été inexorablement marquée par la dégradation subséquente de la situation sécuritaire : toutes les régions ou presque sont déjà touchées.

Dans les régions du Sahel, de l'Est et du Nord, elle a atteint des proportions inimaginables, tandis que dans le Centre-Nord, la Boucle du Mouhoun, le Centre-Est et le Sud-Ouest, elle se dégrade quasi quotidiennement. L'inquiétude que suscitent les proportions atteintes par ce phénomène d'insécurité, de djihadisme, de terrorisme ou de crime organisé est moins liée à ses conséquences, aussi désastreuses soient-elles (assassinats, exactions, corps abandonnés, déplacement des populations, manque de soins, etc.) qu'à la recrudescence des conflits communautaires visiblement exacerbés par cette situation. En effet, la perversité de la situation, c'est qu'elle a réussi à « infecter » le vivre-ensemble qui régnait jusqu'ici entre les différents groupes communautaires qui, historiquement, ont toujours vécu ensemble, en bonne intelligence, dans la paix et la quiétude sociale bien que relative.

Le Burkina Faso a toujours connu des conflits communautaires, parfois violents, mais qui n'ont jamais atteint ce niveau de barbarie qui caractérise les conflits de nos jours. Ceux auxquels nous

faisons face sont guidés par la haine et la vengeance suscitées par des esprits dont le seul but est de mettre à mal la coexistence pacifique, la paix sociale socle du développement socio-économique durable de notre pays.

Mais il faut se rendre à l'évidence que tous ces maux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, toute cette violence qui a atteint des proportions inouïes sont moins imputables à l'extrémisme violent, au djihadisme, au terrorisme qu'à l'exclusion sociale, à l'injustice sociale, à la précarité, à l'extrême pauvreté, au manque du minimum vital « syndical ». Telles sont les véritables causes de la situation à laquelle nous sommes confrontés. Le terrorisme, l'extrémisme violent, les groupes armés non réguliers n'en font que tirer profit, on peut légitimement parler d'« opportunisme cynique ».

Cependant, nous devons davantage œuvrer au développement, même si le mot développement peut paraître « vain » dans le contexte actuel. Il nous faut, plus que jamais, nous attaquer à la racine du mal. Et cela ne se résume pas aux actions sporadiques concoctées par les uns et les autres au nom de la lutte contre l'extrémisme violent, contre le djihadisme, contre le terrorisme ; c'est ce que j'appellerai le « louvoisement insensé ».

Promouvoir la paix sociale et la cohabitation pacifique par la sécurisation foncière

Et c'est pourquoi en 2018, A2N a considérablement renforcé son action de sécurisation foncière à travers l'appui à la mise en œuvre de la loi 034 relative au foncier rural par la mise en place des Commissions Foncières Villageoises et des Commissions de Conciliation Foncières Villageoises, notamment avec un appui aux communes des régions du Sahel et du Centre-Nord. Il est établi que l'une des manifestations essentielles de l'injustice sociale est liée à l'injustice dans l'accès à la terre. Et les conflits communautaires liés à l'insécurité foncière sont légion dans notre pays et souvent très violents. Ces actions se sont matérialisées grâce à la dynamique de mobilisation de la commune de Dori, notamment pour l'organisation des cadres de concertation villageois pour la mise en œuvre de la Charte Foncière Locale

de la zone pastorale de Kougari. L'appui aux populations pour l'organisation de la concertation au niveau local et la mise en place de structures foncières sont un gage de promotion de la paix sociale et de la coexistence pacifique, et c'est ce à quoi nous avons consacré l'essentiel de nos efforts en 2018 aussi bien au Sahel qu'au Centre-Nord.

Parallèlement à ces actions d'appui à la concertation des acteurs, A2N a mené des actions de renforcement de leurs capacités techniques et de maîtrise du fonctionnement des structures de réglementation et de gestion des ressources de leurs terroirs. C'est à ce titre qu'en cette année 2018, A2N a organisé plus de 160 sessions de formation dans les deux régions.

La formation et l'entrepreneuriat pour lutter contre la précarité des jeunes

L'âge médian de la population au Burkina Faso est de 16 ans, ce qui indique qu'elle est très jeune. La jeunesse est aussi la frange de la population la plus touchée par le chômage, la pauvreté et le manque de perspectives. Cette jeunesse mal ou non formée, peu entreprenante, livrée à elle-même pourrait constituer une poudrière sociale. Désormais, on est fondé à craindre que notre jeunesse constitue le réservoir d'approvisionnement des groupuscules armés qui sévissent un peu partout dans le pays.

Consciente de cet état de fait, A2N a orienté ses efforts vers la formation professionnelle et l'entrepreneuriat des jeunes. C'est dans

cette optique qu'elle a entrepris la formation de plus de 280 jeunes et femmes dans divers domaines (énergie solaire, aviculture, PFNL, élevage, agro-alimentaire, électricité bâtiment, mécanique auto, etc.) dans les régions du Centre-Nord et du Sahel. Ces formations sont conduites soit par nos spécialistes, soit en partenariat avec des instituts de formation professionnelle. En plus de les former, nous accompagnons les jeunes dans la création et l'implantation de leurs entreprises en leur facilitant l'accès au financement par l'appui au montage de plans d'affaires et l'accès aux microcrédits à travers des partenariats avec les services des systèmes financiers décentralisés.

La redevabilité sociale pour promouvoir l'implication citoyenne dans la gestion des affaires publiques

La montée de l'incivisme est l'autre phénomène préoccupant connu au Burkina Faso. Depuis les événements d'octobre 2014 et le soulèvement populaire, la transition qui s'en est suivie et les élections de 2015 qui ont abouti à la mise en place du gouvernement actuel, l'autorité de l'État est mise à mal. On constate une prolifération d'actes d'incivisme et de défiance de l'autorité publique. Face à ce phénomène qui fragilise la cohésion sociale, il faut renforcer la participation citoyenne et favoriser l'implication des populations dans la prise de décision au niveau local. C'est en ce sens que nous avons poursuivi nos actions de renforcement de la participation citoyenne en nous focalisant sur deux secteurs sociaux essentiels que sont la santé et l'éducation.

A2N a entrepris de promouvoir le contrôle citoyen à travers 21 centres de santé et écoles dans la région du Sahel, convaincue que cela améliorera considérablement l'offre de service dans un cadre d'échanges concertés entre populations et agents publics. Ce qui aura le double avantage d'impliquer les populations dans la gestion des affaires publiques donc de promouvoir leur responsabilisation et

de renforcer le contrôle de la qualité des prestations.

Cette année, nous avons, grâce à nos partenaires, mobilisé plus de 602 576 485 F CFA pour mettre en œuvre ces actions.

En 2019, nous avons prévu de renforcer davantage nos interventions sur les mêmes thématiques avec toujours en ligne de mire la promotion de la paix sociale et la coexistence pacifique, fondements du développement durable de notre cher pays le Burkina Faso. À cet effet, pour 2019, nous avons un budget de 890 293 010 F CFA à investir dans la mise en œuvre de notre programme et le développement de nouveaux partenariats.

C'est pourquoi A2N entamera la mise en œuvre de son nouveau document d'orientation, à partir de juin 2019 pour une durée de 5 ans assorti d'un budget estimé à plus de 4 milliards de F CFA.

**Nous sommes toujours là
où l'on a besoin de nous !**

Prêts à servir !



QUI SOMMES-NOUS ?

L'Association Nodde Nooto (A2N) est une association locale créée en mai 1996 dans un contexte où le Burkina Faso avait entamé son Programme d'ajustement structurel avec une réduction drastique de l'appui de l'État au secteur rural. L'Association a été mise en place avec pour finalité de se mettre à l'écoute et agir avec les communautés et les partenaires pour un développement durable de la région.

Après une décennie d'activités en faveur du développement, A2N a été reconnue en 2005 comme une Organisation Non Gouvernementale (ONG). L'Association embrasse alors une dimension et une envergure nationale.

En août 2015, au regard de l'ampleur et de l'impact de son action, A2N a été faite Association d'Utilité Publique par le Gouvernement du Burkina Faso en reconnaissance de ses efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

Notre vision

Des populations résilientes et épanouies vivent en parfaite harmonie dans un environnement d'équilibre écologique, de paix et de sécurité.

Notre mission

A2N constitue un vivier d'expertises très riche pour la promotion de bonnes pratiques. Nous œuvrons au bien-être économique, social et culturel des populations du Burkina Faso.

À ce titre A2N a pour missions de :

- Asseoir les bases d'un développement autogéré, durable, protecteur de l'environnement ;
- Travailler à faire en sorte que les politiques publiques soient en adéquation avec les besoins/aspirations des populations ;
- Promouvoir un accès équitable des communautés aux ressources naturelles.

Nos valeurs et principes



Comment ?

Notre stratégie d'intervention passe par :

L'implication et la participation des bénéficiaires

Un changement réel ne peut être obtenu autrement sans la participation des bénéficiaires. Leur implication et leur participation sont la meilleure façon qui témoigne et rassure sur la pertinence du projet/programme et sont gage de la durabilité.

Une collaboration avec les autorités locales

Les autorités locales sont des acteurs incontournables du développement car ils ont le droit de remplir leurs engagements envers les populations qu'ils administrent, mais également pour les aider à renforcer leurs capacités, et leur permettre ainsi d'assumer pleinement leurs responsabilités.

Des partenariats avec diverses organisations

Nos projets sont pensés et mis en œuvre dans un esprit de synergie d'action et avec le souci constant de renforcer les structures existantes et de mettre en place des dynamiques de développement pérenne.

Le travail au sein de coalitions et d'alliances

A2N combat les causes profondes de la pauvreté au moyen d'actions, de plaidoyer et de campagnes de sensibilisation. Ce qui fait que nous sommes membres de plusieurs réseaux nationaux (SPONG, CCEB) et internationaux (UICN, AIDR). A2N est aussi membre de 02 consortiums (REGIS-ER et REGIS-AG).



Avec qui ?

A2N travaille en étroite collaboration, et à tous les niveaux de la vie de ses projets, avec les collectivités territoriales, l'Administration, les services déconcentrés de l'État, les ONG, les projets et programmes intervenant dans la région pour accompagner les communautés locales, les organisations communautaires de base (associations locales, groupements, coopératives, GIE, CVD, comités locaux, etc., dans une dynamique de promouvoir la pérennisation des acquis et la durabilité des projets).



Par quelles actions ?

L'intervention de A2N couvre cinq (05) domaines.

Gestion des ressources naturelles (GRN)

La variabilité et le changement climatiques influencent négativement les productions agricoles et pastorales. Cette situation accentue au fil des années la vulnérabilité des populations rurales et accroît les risques de conflits entre agriculteurs et éleveurs autour de l'accès aux ressources naturelles. C'est pourquoi, durant l'année 2018, A2N a poursuivi les actions qui visent à améliorer et à renforcer les capacités de résilience des populations et le droit d'accès et d'utilisation des ressources partagées dans les régions du Sahel et du Centre-Nord tout en contribuant à minimiser les conflits.



Appui au développement local

Les communautés à la base doivent être les porteurs du développement au niveau local. Cela n'est possible que si ces acteurs sont sensibilisés et formés. Consciente de cette situation, A2N a œuvré, au cours de l'année 2018, à booster la participation des populations et des collectivités territoriales dans la prise de décision au niveau local ainsi que dans la mise en œuvre de projets et programmes de développement.



Éducation non formelle

L'éducation est un droit fondamental pour tout enfant. Malheureusement, force est de constater que nombre d'enfants ne bénéficient toujours pas ou n'ont jamais bénéficié tout simplement du droit à l'éducation.

En général, l'analphabétisme trouve son origine dans certains facteurs tels que la pauvreté des familles, les mariages précoces, l'éloignement des lieux d'enseignement et la pratique de l'orpaillage. Pourtant, l'analphabétisme est l'un des principaux handicaps au développement.

C'est pourquoi, fidèle à sa mission d'acteur de développement, A2N agit pour outiller certains adultes à travers des séances d'éducation non formelle. Ces formations sont censées les aider à sortir de la pauvreté et à devenir des citoyens actifs et responsables.



Formation

A2N accorde une grande place au renforcement des capacités et des compétences techniques des acteurs. De façon transversale, tous les projets qu'elle a mis en œuvre au cours de l'année 2018 ont mis un accent particulier sur cet aspect. C'est le processus par lequel les populations et les organisations renforcent leurs capacités à faire face aux problèmes de production agricole, d'organisation, d'environnement et de gestion afin d'améliorer durablement leurs conditions de vie.



Mobilisation sociale

Elle est la démarche/l'approche qui permet à A2N de rallier à son action un grand nombre de communautés locales afin de réaliser un but social commun à travers les efforts et les contributions de tous. La mobilisation sociale constitue surtout pour A2N un mouvement d'ensemble pour une action plus participative et des bénéfices partagés. Cette approche est utilisée dans tous les projets de A2N surtout dans les actions de sensibilisation et d'animation qui sont au cœur de notre stratégie d'intervention auprès des communautés.

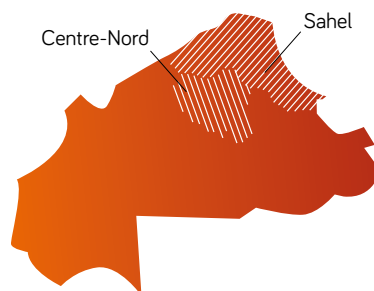
GOUVERNANCE DE L'ONG

A2N a fait de la promotion d'une gouvernance vertueuse son cheval de bataille aussi bien en son sein que dans toutes ses interventions. Le modèle organisationnel de l'Association a prévu trois (03) instances de pilotage et de gouvernance.

- une Assemblée Générale des membres: elle se réunit une fois (01) tous les deux (02) ans et est l'organe suprême de l'Association ;
- un Conseil d'Administration : il est l'organe qui définit les grandes orientations ainsi que la stratégie de l'ONG. Il se réunit deux fois par an en session ordinaire ;
- une Direction Exécutive : elle est l'organe opérationnel de l'association. Elle fonctionne indépendamment des projets/programmes et a pour mission d'assurer l'instruction, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des projets/programmes. Elle gère les budgets et œuvre pour la promotion de A2N et de ses actions.

Élu et mis en place le 1^{er} novembre 2017, le nouveau Conseil d'Administration s'est inscrit dans la continuité des actions entreprises par les précédents conseils. Lors des deux sessions ordinaires de 2018 qu'il a pu tenir, le CA a également défini une stratégie et donné des orientations pour le renforcement de l'ancrage institutionnel et opérationnel de A2N.

/A2N EN CHIFFRES & IMAGES



NOUS AVONS
TRAVAILLÉ DANS

2 RÉGIONS
33 COMMUNES
415 VILLAGES

09 PROJETS
CONDUITS DANS LES RÉGIONS
DU SAHEL, DU CENTRE-NORD
ET DE L'EST

03 PRESTATIONS
DE SERVICES
ASSURÉES DANS LA RÉGION
DU SAHEL



494 735
BÉNÉFICIAIRES
INDIRECTS



69 745
BÉNÉFICIAIRES
DIRECTS



3 225
MÉNAGES
VULNÉRABLES

Discours du Ministre
des Ressources
Animales et
Halieutiques à la table
ronde des PTF du
plan d'aménagement
de KOUGARI



17
Partenaires
Techniques
et Financiers



66
agents dont
26 cadres



Dotation des ménages
vulnérables en SPAI



un budget de
756 432 124 F CFA

/ACTIVITÉS AU PROGRAMME

Les activités au programme se regroupent sous deux (02) grandes composantes : la gestion des ressources naturelles (i) et la promotion de l'élevage (ii).

1/ SÉCURISATION DES MOYENS D'EXISTENCE DES POPULATIONS DE LA ZONE PASTORALE DE KOUGARI

p. 18

2/ RÉSILIENCE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU SAHEL - CROISSANCE ACCÉLÉRÉE (REGIS-AG)

p. 20

3/ AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE PAR LE PETIT ÉLEVAGE

p. 22

4/ APPUI AU CONTRÔLE CITOYEN DE LA QUALITÉ DE SERVICES DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

p. 24

5/ INSERTION ET STABILISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES ET DES FEMMES 1 & 2

p. 27

6/ AMÉLIORATION DE L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES PAR LA PROMOTION ET L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS LA RÉGION DU SAHEL

p. 28

7/ AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ OVINE ET BOVINE

p. 30

8/ RÉSILIENCE AU SAHEL

p. 32

1/ SÉCURISATION DES MOYENS D'EXISTENCE DES POPULATIONS DE LA ZONE PASTORALE DE Kougari

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

PTF : Fastnopher/
Action de Carême Suisse

BUDGET TOTAL :
79 706 447 F CFA

DURÉE TOTALE : 36 mois

PÉRIODE : septembre
2016 – août 2019

BUDGET EXERCICE (2018):
25 688 934 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :
janvier à décembre 2018
(12 mois)

Les efforts consentis en 2018 par A2N, la commune de Dori et les services techniques avaient pour objectif de mobiliser les financements nécessaires à la réalisation des aménagements prévus dans le plan d'aménagement et de gestion de la zone pastorale. Ces efforts déployés ont permis d'engranger des résultats aux différentes phases d'exécution comme schématisé ci-dessous :

Les équipes de A2N ont également poursuivi les activités d'appui-conseil et d'accompagnement afin de permettre aux bénéficiaires de renforcer leurs capacités de résilience et d'amélioration de leurs conditions de vie par la maîtrise des techniques de récupération, de restauration des sols et de l'amélioration des performances de production.

Ainsi, pour l'année 2018,

147 ha
ont été traités
par les différentes techniques
du paquet technologique ;

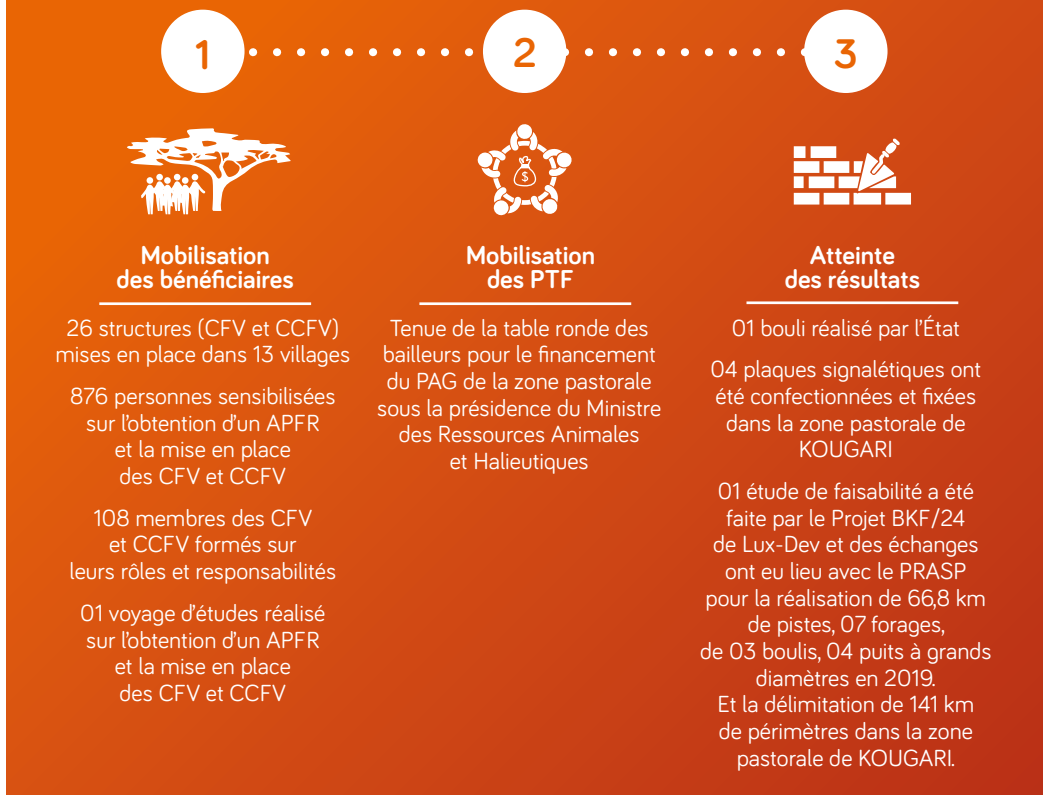
0,67 tonnes
de gomme arabique
récoltées et écoulées ;

8,447 tonnes
de fourrages produites
et stockées pour la période
de soudure par 246 hommes
et 49 femmes ;

4,73 tonnes
de sésame produites
par 56 hommes et 34 femmes ;

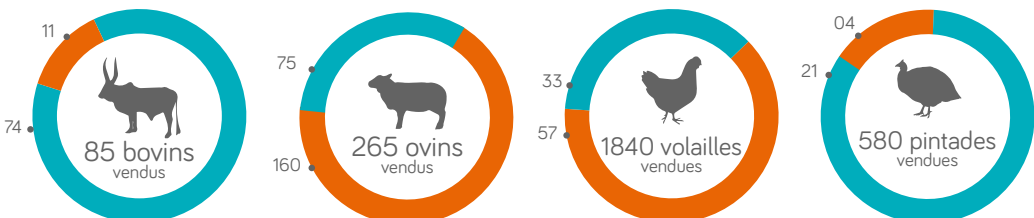
02
calebasses
de solidarité
mises en place dans
02 villages, montant
AVA (Apport Volontaire
Anonyme) de 64 750F
et crédit octroyé
de 50 000 F.

Déroulement des activités en 2018



La poursuite des AGR a permis aux bénéficiaires d'avoir des ressources supplémentaires pour faire face aux dépenses quotidiennes. Le graphique ci-dessous nous montre le nombre de bénéficiaires par sexe ayant pu générer un revenu par type d'AGR.

Nombre d'animaux vendus selon le sexe



2/ RÉSILIENCE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU SAHEL - CROISSANCE ACCÉLÉRÉE (REGIS-AG)

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

FINANCEMENT : USAID

PTF : CNFA

BUDGET TOTAL :
457 196 400 F CFA

DURÉE TOTALE : 57 mois

PÉRIODE : avril 2015 -
janvier 2020

BUDGET EXERCICE (2018):
186 753 600 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :
janvier à décembre 2018
(12 mois)

L'un des résultats visés par le Projet Résilience et Croissance Économique au Sahel - Croissance Accélérée (REGIS-AG) est l'accroissement des revenus de 50% pour plus de 300 000 personnes issues de 50 000 foyers et la réduction de la pauvreté à hauteur de 20% d'ici à 2019. Cela, à travers le renforcement des chaînes de valeur niébé, petits ruminants et volaille des agropasteurs du Burkina Faso et du Niger.

Membre à part entière du Consortium d'organisations nationales et internationales (A2N et AGED au Burkina, AREN, KARKARA au Niger, CRS, SNV, VSF-B) présidé par l'organisation américaine Cultivating New Frontiers in Agriculture (CNFA), A2N a entrepris des actions d'envergure dans la zone Est de la région du Sahel.

> Aire de la foire de Tabaski de Dori,
un espace propice pour de bonnes affaires



Ces actions, tout au long de l'année 2018, ont permis de réaliser les acquis suivants :

30 acteurs

des trois chaînes de valeur de 10 plateformes (organisations faitières et interprofessions) ont été formés en techniques de plaidoyer ;

24 membres

de 03 COGES de marchés à bétail et 6 agents des mairies des communes de Seytenga, Yalgo et Barsalogho ont été formés en renforcement organisationnel, en comptabilité simplifiée et en marketing ;

45 ReComs

(relais communautaires) ont été formés en T.O.T (training of trainers) ;

01 foire de Tabaski

a été organisée à Dori avec en prime 566 petits ruminants vendus (526 ovins et 40 caprins) pour un chiffre d'affaires de 30 227 250 FCFA) ;

01 voyage d'échanges

a été organisé au profit de 30 acteurs (25 membres de COGES et 5 agents de l'élevage) de 10 marchés à bétail (Barsalogho, Yalgo, Pissila, Dori, Seytenga, Sampelga, Kibaaré, Manni, Haaba et Tankoulou) ;

24 ReComs

ont été formés sur la compréhension et le suivi des indicateurs d'alerte précoce (T.O.T DRR) ;

49 plans d'accompagnement

ont été élaborés pour les 49 OP de la grappe Goune de Dori ;

28

transformateurs

issus de 14 entreprises ont été formés en techniques de découpe de la viande et en biosécurité ;

98 membres des OP

ont été formés en entrepreneuriat agricole ;

02 producteurs de la CVPR

de la région du Sahel ont participé du 29 mars au 12 avril à la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) à Dakar ;

01 journée promotionnelle du niébé

a été organisée en collaboration avec la CRA Sahel ;

10 centres d'alphabétisation

ont été ouverts (06 centres mixtes et 04 centres féminins).

3 / AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE PAR LE PETIT ÉLEVAGE

PROMOTION DE L'ÉLEVAGE

FINANCEMENT : DGD
(Coopération belge)

PTF : VSF-B et ESF

BUDGET TOTAL :
834 493 875 F CFA

DURÉE TOTALE : 5 ans

PÉRIODE : janvier 2017
- décembre 2021

BUDGET EXERCICE (2018):
220 325 212 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :
janvier à décembre 2018
(12 mois)

Dans les régions du Sahel et du Centre-Nord, l'élevage des petits ruminants (ovins et caprins) et l'aviculture occupent une place importante dans l'économie pastorale, notamment pour les femmes et les jeunes. Cette activité génère des revenus substantiels et contribue à améliorer les conditions de vie des ménages. Se fondant sur cette donnée, A2N a mis en oeuvre le PARPEL cofinancé en partenariat avec Vétérinaires Sans Frontières Belgique et Élevages Sans Frontières. Le PARPEL, dans une logique de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et socio-économique des populations locales, a priorisé une approche intégrée. Ainsi, au cours de l'année 2018,

- 180 ménages vulnérables ont été **dotés en noyau d'élevage de 6 caprins** chacun ;
- 180 ménages vulnérables ont été dotés en **compléments alimentaires pour le cheptel** ;
- 180 ménages bénéficiaires ayant reçu du petit ruminant ont été **formés sur les techniques de base de l'élevage rationnel** (prophylaxie et soins, alimentation, conditions de logement des animaux, etc.) ;
- 180 ménages vulnérables ont été **formés sur le dépistage et la prise en charge des cas de malnutrition**.

> L'espoir renaît dans les ménages vulnérables du PARPEL



> 02 cadres de concertation régionaux des acteurs de la santé animale ont été mis en place

Au-delà de la dotation des ménages vulnérables en capital productif, le projet œuvre à la facilitation de l'accès aux soins de santé animale à travers la promotion d'un dispositif de Services vétérinaires privés de proximité (SVPP). Cela participe de la volonté du projet à rapprocher l'offre des services de santé animale des bénéficiaires directs. Dans cette dynamique,

25

auxiliaires
d'élevage

ont été identifiés,
formés et équipés ;

01

dispositif
d'épidémiologie-
surveillance

national a été mis
en place ;

01

analyse
de la situation

existante des
zoonoses a été faite ;

280

ménages
vulnérables

ont
bénéficié d'un appui
dégressif pour le suivi
sanitaire du cheptel.



> 02 vétérinaires et 02 techniciens
privés ont été appuyés selon
le dispositif SVPP

Afin de renforcer l'impact de ses actions sur le quotidien des bénéficiaires, le projet a entrepris et mis en place des approches innovantes et des mécanismes capables de pérenniser les acquis.

01 atelier

multi-acteurs

a été organisé pour le
développement de produits
financiers adaptés aux
ménages vulnérables ;

21 villages

ont été
appuyés dans la mise
en place des structures
de gestion foncière
(CFV, CCFV) ;

13 Comités

Directeurs Locaux (CODIL)
ont été mis en place ;

04 collectivités

locales ont bénéficié
de l'accompagnement
du projet dans le cadre
du renforcement de
leur implication et leur
responsabilisation dans
les activités de suivi-
accompagnement ;

05 communes

ont bénéficié de l'appui
du projet dans la mise en
œuvre des Systèmes d'Alerte
Précoce et des structures
de bonne gestion des
ressources pastorales ;

803 personnes

ont été sensibilisées
dont 178 femmes sur la
prévention et la gestion non
violente de conflits.

4 / APPUI AU CONTRÔLE CITOYEN DE LA QUALITÉ DE SERVICES DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

FINANCEMENT : Banque Mondiale

PTF : PGEPC (MINEFID)

BUDGET TOTAL :
86 511 180 F CFA

DURÉE TOTALE : 30 mois

PÉRIODE : juillet 2018
- décembre 2020

BUDGET EXERCICE (2018):
29 782 000 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :
juillet à décembre 2018
(06 mois)

Dans son action quotidienne pour l'amélioration des conditions de vie des populations à la base, A2N prône en permanence la culture d'une gouvernance vertueuse. La bonne gouvernance est d'ailleurs une des valeurs intégrées et promues par A2N. En matière de gouvernance citoyenne, l'Association a mis en place le Projet d'Appui au Contrôle Citoyen de la qualité de Services dans les domaines de la Santé et de l'Éducation (PACCSED) subventionné par le Projet de Gouvernance Économique et Participation Citoyenne (PGEPC) à travers le Fonds d'Intervention Rapide (FIR) du Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID). À travers le PACCSED, A2N veut promouvoir la contribution communautaire à l'amélioration de la qualité de services dans les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) et les écoles des communes de Falagountou, de Sampelga et de Seytenga (dans la Province du Séno), mais aussi au niveau du CMA de Gorom-Gorom (dans la province de l'Oudalan).

Après 07 mois de mise en œuvre des activités, les résultats atteints sont encourageants et rassurants quant au renforcement durable de la contribution communautaire pour une meilleure offre de services dans les formations sanitaires et les écoles.

On peut noter, entre autres, comme acquis :

7 103 personnes sensibilisées sur la nature et la tarification des prestations de services dans les formations sanitaires et les écoles, et aussi sur les droits et les devoirs des citoyens ;

08 clubs de champions de changement mis en place dans les formations sanitaires et les écoles ;

40 membres des clubs de champions de changement formés sur la maîtrise des réseaux sociaux pour le partage des informations sur le service de santé et de l'éducation.

1 200 livrets produits en langues locales sur le contenu et les coûts des actes médicaux ;

01 étude réalisée sur les capacités et la qualité des offres de services des formations sanitaires et des écoles de la zone cible a permis de déceler les entraves qui minent le bon fonctionnement de ces services ;





5/ INSERTION ET STABILISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES ET DES FEMMES 1 & 2

FINANCEMENT :

Coopération italienne/
Union européenne

PTF : VSF-B

BUDGET TOTAL :

100 052 468 F CFA

DURÉE TOTALE : 18 mois

PÉRIODE : juillet 2018

- décembre 2019

BUDGET EXERCICE (2018):

44 167 800 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :

juillet à décembre 2018

(06 mois)

De par sa situation géographique, le Sahel est l'une des régions du Burkina la plus touchée par l'insécurité et la faiblesse des perspectives économiques. Dans cette zone, les pistes d'un développement local partagé par la prise en charge à bras-le-corps des causes profondes d'instabilité, de déplacements forcés de populations et de migration irrégulière, à travers la promotion de meilleures opportunités économiques, la sécurité et le développement.

Dans cette perspective, le consortium d'ONG, dirigé par la Croix-Rouge Espagne et composé de la Croix-Rouge Burkina Faso, de Vétérinaires Sans Frontières Belgique et de A2N, a négocié et obtenu une subvention de la Coopération italienne à travers le Fonds Fiduciaire de l'Union européenne pour la mise en œuvre d'un lot du projet Insertion et Stabilisation Socio-Économique des Jeunes et des Femmes (ISSJF) dans la province du Séno.

Si, l'objectif principal du projet (ISSJF 1 et ISSJF 2) est d'accroître les revenus des jeunes et des femmes par le développement d'activités génératrices de revenus (micro-entreprises, petites entreprises), cela suppose l'amélioration des conditions économiques de ces acteurs d'une part et, d'autre part, le renforcement de leurs compétences. C'est en cela que, pour le compte de ce projet, les interventions de A2N et de son partenaire principal VSF-B ont permis de toucher les jeunes et les femmes des six (06) communes de la province du Séno.

Les résultats engrangés grâce aux efforts conjugués se chiffrent ainsi qu'il suit :

1 000
bénéficiaires

ont été sensibilisés sur la philosophie de mise en place des unités de micro-entreprises sur la coupe et la commercialisation de fourrage ;

02
études

de diagnostic organisationnel et institutionnel ont été conduites ;

76
unités
de micro-
entreprises

ont été formées sur la coupe et la commercialisation du fourrage ;

76
unités
de micro-
entreprises

ont été dotées en kits de coupe et de conservation du fourrage.

6/ AMÉLIORATION DE L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES PAR LA PROMOTION ET L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE DANS LA RÉGION DU SAHEL

FINANCEMENT :

Expertise France / Union européenne

BUDGET TOTAL :

120 156 569 F CFA

DURÉE TOTALE : 18 mois

PÉRIODE : juillet 2018
- décembre 2019

BUDGET EXERCICE (2018):

21 757 411 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :

octobre à décembre
2018 (03 mois)

La question de l'employabilité des jeunes est une problématique majeure au Burkina Faso. À l'instar des autres régions du Burkina, le chômage des jeunes et des femmes est très accentué dans la région du Sahel. Cette situation entrave le développement socio-économique et constitue un obstacle fondamental au bien-être des populations et une source d'instabilité majeure.

Le fléau du chômage, touchant plus particulièrement les jeunes et les femmes, s'explique globalement par le faible niveau de formation et de scolarisation de la population active. Il conduit dans bien des cas à un désœuvrement chronique, à la violence et à la délinquance sous toutes ses formes. Bien plus inquiétant pour la région du Sahel, le chômage et le sous-emploi constituent un terreau fertile à l'animation des réseaux terroristes et de narcotrafiquants.

Outre cette situation quelque peu alarmante, la région du Sahel fait face avec acuité au problème énergétique dû à une faible desserte du réseau électrique mais aussi et surtout à une quasi-inexploitation de la ressource solaire. Il est clair que l'énergie solaire, dans une zone à très forte insolation, est une alternative sûre et pérenne de développement énergétique.

C'est pourquoi, prenant en considération tous ces aspects, A2N grâce à l'appui technique et financier de l'Union européenne/Expertise France a mis en œuvre un projet dans l'optique de promouvoir l'employabilité des jeunes et des femmes de la région. Il s'agit du projet d'amélioration de l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel, projet à travers lequel A2N veut créer au moins 55 emplois.

Ainsi, d'octobre à décembre 2018, les actions menées dans le sens de la réalisation de cet objectif ont porté globalement sur :

- l'organisation d'ateliers d'informations et de sensibilisation sur le projet ;
- l'organisation d'ateliers provinciaux de concertation et de préparation du ciblage des bénéficiaires ;
- la mise en place du comité technique de suivi du projet ;
- l'élaboration du cadre de ciblage, l'identification et la validation de 50 candidats à former ;
- la tenue de la première session ordinaire du comité technique de suivi du projet.



7 / AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ OVINE ET BOVINE

FINANCEMENT : FONRID

PTF : UNZK, CMAP,
INERA

BUDGET TOTAL :

5 769 500 F CFA

DURÉE TOTALE : 36 mois

PÉRIODE : août 2018

- juillet 2021

BUDGET EXERCICE (2018):

1 489 000 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :

août à décembre 2018

(05 mois)

L'élevage au Burkina Faso se positionne de plus en plus comme un secteur dynamique et prospère. Il mobilise plus de 80% des ménages ruraux et occupe à ce jour la troisième place des après l'or et le coton, contribue pour plus de 12% à la formation de la valeur ajoutée nationale (MRAH, 2018). Selon les dernières statistiques du MRAH, la contribution de l'élevage atteint 18% du PIB national.

Il apparaît ainsi que le secteur de l'élevage, s'il est bien encadré et soutenu, reste une véritable solution de développement endogène. C'est pourquoi, conformément à sa ligne d'action en faveur du développement local, A2N s'investit dans l'appui à la compétitivité de l'élevage, le renforcement de la production animale dans des actions de recherche depuis 2005 à travers la mise en place d'un programme d'amélioration génétique à travers le projet ZEPESA I et II.

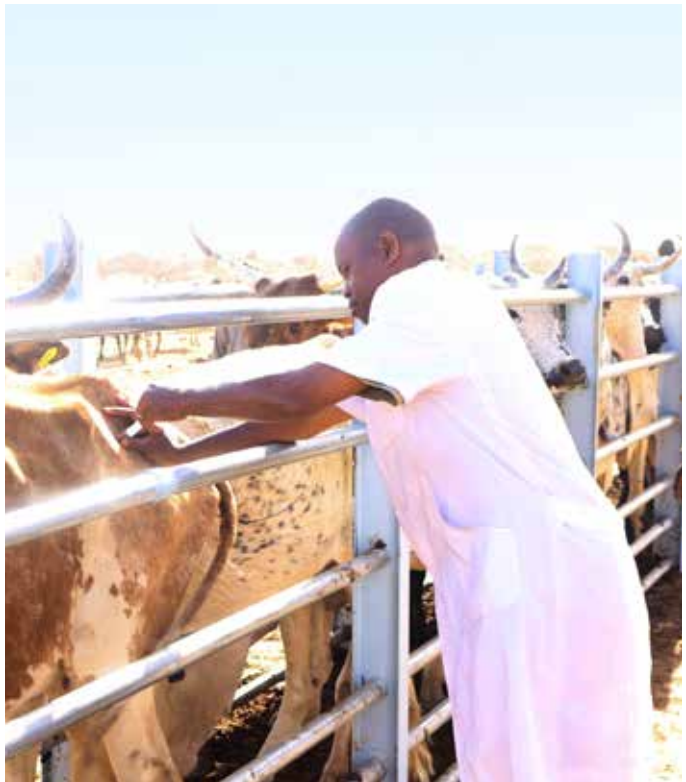
La mise en œuvre et le développement de ce programme ont conduit au développement d'autres initiatives, notamment de collaboration avec des instituts de recherche dans l'optique de booster la performance de l'élevage des bovins à travers l'amélioration de la productivité animale. De ce fait, une collaboration entamée depuis 2016 avec l'Université Norbert Zongo de Koudougou (UNZK), le Centre de Multiplication des Animaux Performants (CMAP) et l'Institut National de l'Environnement, de Recherche Agricole (INERA) a donné lieu à un projet de recherche dont l'objectif est d'améliorer la productivité ovine et bovine par l'induction des chaleurs et des montes orientées.



L'opportunité et la pertinence de ce projet pour nos communautés et la parfaite connaissance du milieu par A2N ont favorisé et facilité l'identification des sites des adhérents et la mise à disposition de vaches. En prenant en compte les contraintes budgétaires, le constat suivant peut être fait :



> L'équipe du CMAP lors de l'induction de la chaleur chez les vaches à BAFELE



- 200 animaux ont été soumis aux tests zoo-sanitaires ;
- 100 animaux ont été retenus.

Au regard du besoin ressenti et relevé par le graphique ci-dessous, il est bon que les acteurs du développement s'attachent à promouvoir des projets de cette nature et de cette envergure.

8 / RÉSILIENCE AU SAHEL

FINANCEMENT : Union européenne (FFU)

PTF : VSF-B, HI, Croix-Rouge

BUDGET TOTAL :
40 222 391 F CFA

DURÉE TOTALE : 36 mois

PÉRIODE : janvier 2017
- décembre 2019

BUDGET EXERCICE (2018):
27 159 362 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :
janvier à décembre 2018
(12 mois)

L'Union européenne, à travers le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) a financé le Consortium Croix-Rouge Belgique, Médecins du Monde, Vétérinaires Sans Frontières Belgique et Humanité & Inclusion (qui en assure la direction) pour la mise en œuvre du projet RESA (Résilience au Sahel) dans la province du Yagha.

Dans le déploiement des activités planifiées, le Consortium a confié à A2N la mise en œuvre des activités de la thématique liée à la promotion de la paix, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre communautés de la zone d'intervention du projet. Cette thématique constitue d'ailleurs un des domaines d'activité stratégique de A2N. Depuis sa création, A2N s'est investie en effet dans la promotion du dialogue social, de la concertation et de la coexistence. Cela, dans l'optique de minimiser les conflits communautaires. Les différentes actions en la matière ont été conduites concrètement à travers plusieurs projets notamment en partenariat avec VSF-Belgique.

> Mise en place
du pool des jeunes
de Kira





Dans la même lancée et aussi dans la continuité de son action, A2N a poursuivi, dans le cadre du projet RESA, les actions de sensibilisation et de promotion du vivre ensemble. Tout au long de l'année 2018, plusieurs activités ont été réalisées. Notamment :

> Mise en place du pool des femmes de Helga

- 04 caravanes de sensibilisation sur la promotion de la cohésion sociale, la cohabitation pacifique ont été conduites ;
- 2 223 personnes dont 1 240 hommes et 983 femmes ont été sensibilisées sur la cohabitation pacifique et la cohésion sociale lors de ces caravanes ;
- 18 pools de jeunes et femmes leaders pour la promotion de la paix ont été mis en place ;
- 77 membres de ces pools de jeunes et femmes ont été formés sur leur rôle et leurs responsabilités ;
- 77 membres de ces pools de jeunes et femmes ont été formés sur la prévention et la gestion des conflits ;
- 70 éleveurs ont été sensibilisés sur le déstockage stratégique.



/ACTIVITÉS HORS PROGRAMME

Au fil des années, A2N s'est positionnée comme une structure d'expertise et un interlocuteur crédible auprès de ses partenaires directs et des autres acteurs de développement. Fort de ce positionnement, A2N a été encore sollicité en 2018 pour accompagner la mise œuvre d'activités, de projets/programmes en dehors de son programme d'activités. Mais les différentes interventions hors programme restent en parfaite cohérence avec les domaines d'activités stratégiques de l'Association. Ces interventions ont porté principalement sur deux (02) projets/programmes à savoir le PCESA et ECED Sahel.

1/ PROGRAMME DE CROISSANCE
ÉCONOMIQUE DANS LE SECTEUR
AGRICOLE (PCESA)

p 36

- 2/ EAU ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
- DURABLE AU SAHEL (ECED SAHEL)

p 38

1/ PROGRAMME DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE SECTEUR AGRICOLE (PCESA)

FINANCEMENT : DANIDA

PTF : PCESA (MAAH)

BUDGET TOTAL :

171 570 762 F CFA

DURÉE TOTALE : 36 mois

PÉRIODE : 2018-2021

BUDGET EXERCICE (2018):

23 993 716 F CFA

DURÉE DE L'EXERCICE :

**août à décembre 2018
(5 mois)**

Dans le cadre de la promotion du développement agricole, le Gouvernement du Burkina Faso et le Royaume du Danemark ont initié et mis en place le Programme de Croissance Économique dans le Secteur Agricole (PCESA). L'objectif de ce programme est de « contribuer à une augmentation de la productivité, des valeurs ajoutées et des revenus agricoles en vue de contribuer à une croissance économique nationale et une réduction de la pauvreté ».

À travers une approche filière et chaîne de valeur, le PCESA s'est largement focalisé sur le développement des filières prioritaires à fort potentiel de croissance, à savoir la gomme arabique, le karité, le niébé, le maïs et le bétail-viande dans cinq (05) régions du Burkina Faso.

Dans la dynamique, des infrastructures ont été réalisées au profit des collectivités mais restent jusque-là confrontées à des problèmes de gestion. Afin de palier cela, l'unité de gestion du PCESA a procédé à un recrutement d'opérateurs d'appui-conseil pour la mise en œuvre des activités de la sous-composante B.2 « Appui-conseil et intermédiation sociale dans la gestion des infrastructures publiques ».

> Formation des membres des COGES sur la bonne gouvernance à Sampelga



Pour ce qui est de la région du Sahel, la mission d'appui-conseil et d'intermédiation sociale a été confiée à A2N qui, entre août et décembre 2018, a conduit des actions pour les résultats suivants :

26
responsables
locaux ont été
informés sur le
déroulement
de la mission
d'intermédiation
sociale ;

20
échanges
ont été tenus avec
les autorités
communales et
les acteurs des filières ;

15
COGES
ont bénéficié d'un
appui dans la mise
en place d'un
système de
gouvernance
transparente ;

02
structures
de gestion
ont été accompagnées
dans la mobilisation
des fonds de
roulement ;

10
COGES ont
été accompagnés
dans la mobilisation
des fonds nécessaires
à l'équipement
des ISS ;

29
organes
de gestion
(COGES) ont été
mis en place ;

01
étude de
référence
a été réalisée ;

01
infrastructure
a été réfectionnée
par les acteurs
(gestionnaires,
acteurs filières,
collectivités) ;

08
acteurs
(gestionnaires,
acteurs filières,
collectivités) ont
été sensibilisés
sur la promotion
de bonnes pratiques
d'hygiène et
d'assainissement.

2/ EAU ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE AU SAHEL (ECED SAHEL)

FINANCEMENT :

Coopération canadienne, IAMGOLD

PTF : Co Water / ECED Sahel

BUDGET TOTAL :

16 109 385 F CFA

DURÉE TOTALE : 08 mois

PÉRIODE : octobre 2018 à mai 2019

DURÉE DE L'EXERCICE :

octobre à décembre 2018 (3 mois)

Le projet Eau et Croissance Économique Durable au Sahel (ECED Sahel) est une initiative conjointe de la société minière IAMGOLD SA et de la Commune de Dori. Il est financé par Affaires Mondiales Canada (AMC), IAMGOLD et ONE DROP et mis en œuvre par CoWater. D'une durée de quatre (04) ans, le projet vise à appuyer les organisations paysannes vers la quête de solutions durables d'accès à l'eau pour un développement économique pérenne et inclusif.

En partenariat avec ce projet, A2N intervient depuis 2017 pour le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des organisations paysannes des communes de Falagountou et de Gorom-Gorom. À ce titre, au cours de l'année 2018,

01 diagnostic

préliminaire de la situation organisationnelle des OP a été établi ;

01 assemblée

de la coopérative des maraichers « Endam keccol » a été tenue.

02 sessions de formation

ont été organisées sur la gestion comptable et financière à Falagountou, et à Gorom-Gorom. 35 responsables (présidents, trésoriers, secrétaires) ont été formés ;



/DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les difficultés sont en général inhérentes à la vie et au développement de toute organisation. La force de chaque organisation résidera dans sa capacité à les surmonter et à poursuivre la quête de performance organisationnelle et opérationnelle. Pour sa part A2N, en tant que structure associative d'envergure, peut se réjouir d'avoir maintenu le cap sur les sentiers de l'excellence organisationnelle en dépit des difficultés et autres entraves intervenues au cours de l'année 2018.

En effet, comme l'année d'avant, 2018 a apporté aussi quelques embûches à A2N qui n'ont point entamé la motivation et la mobilisation des différents acteurs dans la mise en œuvre réussie des activités programmées. En nous gardant des les citer toutes de façon exhaustive, nous présentons dans les lignes qui suivent l'essentiel des difficultés majeures, inattendues et difficilement maîtrisables qu'il s'avère nécessaire de prendre en compte dans les prochaines opérations et planifications :

- L'insécurité dans la zone d'intervention, notamment dans les provinces de l'Oudalan et du Soum (Région du Sahel) mais aussi dans certaines parties du Centre-Nord qui devient un phénomène de plus en plus grandissant et inquiétant. Cette situation rend l'accès à certaines zones de plus en plus difficile pour le personnel de l'association et impacte négativement la mobilisation des bénéficiaires pour certaines activités ;
- Les difficultés de mobilisation des bénéficiaires qui reviennent avec récurrence. C'est le cas surtout lorsqu'il s'agit, d'une part, des activités d'investissements sans prise en charge (per diem) et, d'autre part, des activités en période de travaux champêtres ;
- Le retard constaté dans le démarrage des activités du PCESA qui se révèle un véritable handicap à la mise en œuvre des différentes actions. Ce retard est principalement dû aux lourdeurs des procédures administratives.



> Une mission des étudiants vétérinaires belges embourbée à DAMESMA



> Fin d'une mission du PCESA prévue à TANKOUGOUNADIE

/PARTENAIRES

En 2018, A2N a bénéficié de l'accompagnement de partenaires bilatéraux et multinationaux au nombre desquels :



/SITUATION FINANCIÈRE

1. SITUATION FINANCIÈRE DE A2N AU 31/12/2018

Le montant total des ressources mobilisées pour le fonctionnement de la Direction Exécutive de A2N au titre de l'exercice 2018 à la date du 31 décembre 2018 est de quatre-vingt-douze millions huit cent soixante-dix mille quatre cent soixante-huit (92 870 468) F CFA.

N°	Sources	Budget 2018	Mobilisé
01	Frais de gestion, frais administratifs, contribution aux salaires et au fonctionnement des projets, fonds propres (cotisation et mise à contribution du patrimoine de l'ONG)	139 601 706	92 870 468

Les dépenses au titre de l'exercice 2018 s'élèvent à quatre-vingt-douze millions huit cent soixante-dix mille quatre cent soixante-huit (92 870 468) F CFA, soit un taux d'exécution de 67% par rapport aux prévisions.

Le tableau emplois et ressources donne les indications suivantes :

Code	Emplois	Montant	Ressources	Montant
RMFGP	Recherche et mobilisation de financement & Gestion des partenariats	410 000	Solde d'ouverture au 01/01/2018	259 180
CHA	Gouvernance & renforcement institutionnel et organisationnel	9 790 900	Frais de gestion des projets et programmes	37 306 132
DS	Appui aux initiatives locales & participation à la vie des réseaux nationaux et internationaux	710 000	Contribution au fonctionnement et aux salaires	39 744 274
CF	Renforcement des capacités de la Direction Exécutive	4 320 000	Cession du matériel roulant (motocyclettes)	2 000 000
MMA	Renforcement des capacités techniques et matériel de la Direction Exécutive	5 376 000	Fonds propres	13 560 882
CV	Communication et visibilité	3 736 021		
CP1	Rémunération du personnel	49 804 043		
CP2	Personnel temporaire	2 360 000		
FBI	Fourniture de bureau et informatique	900 000		
SE	Services extérieurs	10 092 535		
AC	Autres charges	4 129 308		
DI	Imprévus	1 116 952		
	Banque	123 209		
	Caisse	1500		
TOTAL DES EMPLOIS		92 870 468	TOTAL DES RESSOURCES	92 870 468

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS

L'exercice 2018 a enregistré au total neuf (09) projets/programmes avec une enveloppe financière de six cent deux millions cinq cent soixante-seize mille quatre cent vingt-quatre-cinq (602 576 485) F CFA.

Ces projets/programmes ont permis d'adresser plusieurs problématiques dont :

- La sécurisation foncière en milieu rural par la sécurisation des espaces de pâture à travers le projet de sécurisation des moyens d'existence des populations de la zone de KOUGARI dénommé « Projet KOUGARI », financé par l'Action de Carême Suisse (AdC)
- La sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience à travers le REGIS-ER financé par CLUSA-USAID. Ce projet intègre plus de 4 volets afin de permettre à la population bénéficiaire de parvenir à un mieux-être.
- La croissance économique dans le Sahel qui vient en appui aux paysans afin de leur permettre d'améliorer leur niveau de vie au quotidien est portée par le REGIS-AG, financé par CNFA-USAID.
- La sécurité alimentaire, nutritionnelle et socioéconomique des femmes et des hommes est améliorée grâce à des actions intégrées autour de l'élevage familial, dont le Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage (PARPEL) a la charge. Le projet est financé par VSF-B et intervient dans les régions du Centre-Nord et du Sahel.
- Le renforcement de la gouvernance et le développement d'une meilleure offre de services dans les formations sanitaires et les écoles sont l'œuvre du Projet d'Appui au Contrôle Citoyen de la qualité de Service dans les secteurs de la Santé et de l'Éducation dans la région du Sahel (PACCSED) financé par le Programme de Gouvernance Économique et de Participation Citoyenne (PGEPC).
- L'amélioration de la productivité des filières retenues par une optimisation du tissu d'infrastructures publiques à travers la mise en œuvre de l'appui-conseil de l'intermédiation sociale dans la gestion des infrastructures publiques des régions de l'Est, du Centre-Est, du Centre-Ouest, du Nord et du Sahel dans le cadre de l'intervention du PCESA.
- L'amélioration de l'employabilité des jeunes & femmes et de l'accès à l'énergie solaire à travers la mise en œuvre d'un projet y relatif financé par Expertise France.
- L'amélioration des activités génératrices de revenus des jeunes et des femmes à travers le Projet Insertion et Stabilisation Socioéconomique des Jeunes et des Femmes (ISSJF) Axe 1 dans la province du Séno (Région du Sahel), les communes de Falagountou, Dori et Seytenga. Ce projet est financé par VSF-B.
- L'amélioration des activités génératrices de revenus des jeunes et des femmes à travers le Projet Insertion et Stabilisation Socioéconomique des Jeunes et des femmes (ISSJF)-Axe 2 dans la province du Séno (Région du Sahel), les communes de Bani, Sampelga et Gorgadji. Ce projet est financé par VSF-B.

De façon résumée, la situation budgétaire des différents projets et programmes est présentée dans le tableau ci-après :

Projets/Programmes	Financement	Budget du programme	Budget 2018
Sécurité Alimentaire et Renforcement de la Résilience au Sahel (REGIS-ER)	USAID	485 200 625	97 040 125
Projet d'amélioration à l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel (F12 Sahel)	Expertise France/ Union européenne	120 156 569	21 757 411
Projet d'Appui-conseil et d'Intermédiation Sociale dans la gestion des infrastructures publiques dans la région du Sahel (PACIS/ PCESA)	PCESA/ MAAH/ DANIDA	171 570 761	23 993 716
Sécurisation des moyens d'existence des populations de la zone de Kougari (KOUGARI)	AdC	79 706 447	25 688 934
Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage (PARPEL)	DGD/VSF-B	834 493 875	220 325 212
Projet d'Insertion et Stabilité Socio-Économique des Jeunes et des Femmes (ISSJF) Axes 1 & Axe 2	Coopération italienne/ Union européenne/ VSF-B	100 052 465	13 760 000
Projet d'appui au contrôle citoyen de la qualité de service dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans la région du Sahel (PACCSED)	PGEPC/ MINEFID/ Banque Mondiale	81 011 180	27 003 727
Projet Resilience and Growth in the Sahel - Accelerated Growth (REGIS-AG)	USAID	465 662 361	186 753 600
TOTAUX		2 337 854 283	602 576 485

Montant mobilisé	Montant dépensé	Disponible sur fonds reçu	Engagements au 31/12/18	Taux d'exécution
59 131 096	44 268 236	14 862 860	10 046 007	46%
43 508 223	12 932 388	30 575 835	2 272 210	59%
23 993 716	23 993 716	0	1 443 026	100%
27 381 286	23 474 115	3 907 171	-	91%
182 869 926	176 685 668	783 418	6 184 258	80%
13 760 000	12 504 714	1 255 286	2 080 430	91%
28 820 000	23 735 435	5 084 565	2 100 000	88%
123 913 653	103 178 994	20 917 250	31 970 900	55%
503 377 900	420 773 266	82 604 634	56 096 831	70%

3. LA SITUATION DE PASSATION DE NOS MARCHÉS

Au cours de l'année 2018, A2N a passé plusieurs marchés dans différents domaines pour ses propres activités et celles des projets/ programmes. La situation financière des passations de marchés s'élève à quatre-vingt-onze millions cent trente-un mille cinq cent quatre-vingt-quatre (91 131 584) F CFA.

Au nombre des marchés passés, on enregistre des ententes directes, des appels d'offres, des consultations de liste des fournisseurs.

Les détails des différentes procédures de passation des marchés exécutés sont consignés dans le tableau ci-après :

N°/Réf	Désignation	Méthode de passation des marchés	Montant des marchés
	Fournitures, matériels, équipements et biens		
	Achat de fournitures de bureaux	Liste restreinte de fournisseurs	998 000
	Achat de matériels de fauches	Appel à la concurrence	10 000 000
	Achat de matériels roulants	Appel à la concurrence	2 400 000
	Achat de matériels d'informatique	Appel à la concurrence	1 670 000
	Achat de matériels et mobiliers	Liste restreinte de fournisseurs	320 000
	Achat de caprins pour les ménages vulnérables	Appel à la concurrence	21 976 000
	Achat de SPAI pour les caprins des ménages vulnérables	Appel à la concurrence	650 000
	Services		
	Impression et traduction des livrets en langues locales	Liste restreinte de fournisseurs	3 985 000
	Formation du personnel	Liste restreinte de fournisseurs	1 060 000
	Assurance du personnel	Entente directe	9 198 584
	Réalisation des états de lieux du PACCED	Entente directe	3 915 000
	Réalisation des émissions et diffusion sur la santé et de l'éducation	Entente directe	3 720 000
	Prestation des troupes théâtrales		7 980 000
	Restauration	Liste restreinte de fournisseurs	5 154 500
	Location véhicule	Appel à la concurrence	14 603 500
	Travaux		
	Aménagement du bureau	Entente directe	3 500 000
	TOTAL		91 130 584



Association reconnue d'utilité publique

01 BP 30 DORI, Burkina Faso

Tél. : +226 24 46 03 01 / 70 44 44 85 - Fax : +226 24 46 00 14

E-mail : nodde@fasonet.bf - www.noddenooto.bf



A2N Nodde Nooto



@A2N_NoddeNooto



[noddenooto](https://www.instagram.com/noddenooto)